

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

LES PARADIS FISCAUX:

PROFIT POUR LES RICHES,
DOULEUR POUR LES
COMMUNAUTÉS ET LA
CLASSE OUVRIÈRE



Haga clic en los iconos para ser redirigido
@ESCRNet



TABLE DES MATIÈRES

01.

Introduction

02.

Qu'est-ce que sont les paradis fiscaux?

03.

Pourquoi les paradis fiscaux sont-ils un problème?

04.

Comment les paradis fiscaux augmentent-ils les inégalités et la pauvreté et menacent-ils les droits humains?

05.

Paradis fiscaux bénéficiant de la pandémie

06.

Paradis fiscaux, atteinte aux droits humains

07.

Que faut-il faire pour lutter contre les paradis fiscaux?

Ce document sur les paradis fiscaux et leurs répercussions sur la capacité des États à réaliser les droits humains a été rédigé par des membres du Groupe de travail sur la politique économique, notamment le Center For Economic and Social Rights (CESR), Al Haq, Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables (FUNDEPS)

INTRODUCTION

L'évasion fiscale, l'utilisation de lacunes juridiques et l'évasion fiscale en naviguant dans les lois existantes ont une longue histoire entremêlée avec l'économie mondiale capitaliste, le système financier[1] et l'obscureissement de l'accumulation de richesse - vidant les pays de ressources essentielles. Alors qu'une grande partie du monde continue à lutter pour maintenir un certain sentiment de stabilité publique au cours de la pandémie de Covid-19, les problèmes camouflés associés aux paradis fiscaux ont été encore plus exposés au monde. Alors que de nombreuses personnes luttent pour survivre aux économies perturbées et perdent des millions d'emplois à cause des opportunités d'emploi fermées et des activités économiques réduites[2], le capital financier et les riches ont augmenté leur richesse. Il incombe donc à toutes les parties prenantes d'agir maintenant, alors que le problème reste exposé par la pandémie, avant qu'il ne soit à nouveau enseveli sous les différentes couches d'outils à la disposition de ceux qui cherchent à maintenir le statu quo des inégalités systémiques au détriment des plus vulnérables.

Qu'est-ce que sont les paradis fiscaux?

“ Les paradis fiscaux[3] sont des juridictions avec des impôts sur le revenu faibles ou nuls ainsi que des éléments de structures bancaires opaques qui minent les lois et normes nationales et internationales. ”

Ils offrent aux entreprises riches et multinationales (EMN) des opportunités d'échapper à leurs responsabilités fiscales et de saper l'état de droit.

Le [Corporate Tax Haven Index 2019](#)[4] du Tax Justice Network estime que les gouvernements du monde entier perdent 500 millions de dollars dans les paradis fiscaux des entreprises. [Le FMI](#)[5], au cours de la même période, a estimé que les pays riches perdaient 450 millions de dollars et que les pays à faible revenu perdaient 200 millions de dollars dans les paradis fiscaux respectivement. Si elles sont investies dans la provision de services publics, ces ressources financières pourraient faire la différence pour résoudre plusieurs problèmes.

- Les pays à faible revenu souffrent plus que les économies développées des abus fiscaux. Ils drainent l'équivalent de 5,5% de leurs recettes financières des paiements d'impôts en abusant de la législation fiscale tandis que les pays à revenu élevé perdent l'équivalent de 1,3%.

Pourquoi les paradis fiscaux sont-ils un problème?

Les entreprises et les particuliers fortunés exploitent leurs entreprises dans les pays riches et pauvres du monde entier. Dans les deux cas, ils dépendent fortement d'un large éventail de services et d'avantages publics pour atteindre leurs objectifs commerciaux. Il s'agit notamment des systèmes de santé et d'éducation, des routes, de la sécurité et du système judiciaire pour protéger leurs biens, etc. Tous ces services doivent être payés au moyen d'impôts progressifs, appliqués à ceux qui ont la capacité de payer mais qui ne sont actuellement pas payés.

Problème 1:

- Le premier problème est que les multinationales ne paient souvent pas leur juste part de ces impôts en siphonnant les bénéfices dans des paradis fiscaux[6], ce qui entraîne une réduction des recettes fiscales des pays.

Problème 2:

- En deuxième lieu, les paradis fiscaux ont conduit les gouvernements à imposer des régimes fiscaux et des pratiques injustes qui exposent les pauvres à une surimposition pour couvrir les énormes déficits budgétaires et de revenus tandis que ces sociétés et ces riches maximisent les profits cachés dans des comptes offshore. Près de 8% de la richesse mondiale totale est cachée dans des comptes offshore qui ne sont pas imposés.
 - Par exemple, le Kenya a récemment introduit une TVA de 16% sur le gaz de cuisine à usage domestique et familial.

Problème 3:

- Troisièmement, les paradis fiscaux ont conduit à une concurrence déloyale entre les sociétés multinationales et les entreprises locales, tuant les innovations locales et affaiblissant les petites et moyennes entreprises.

Problema 4:

- Enfin, les paradis fiscaux ont poussé les pays à recourir aux financements extérieurs pour faire face aux déficits budgétaires, alourdissant ainsi le poids de leur dette. L'intersection des paradis fiscaux et de la crise mondiale de la dette a été aggravée par la pandémie de COVID-19.

Comment les paradis fiscaux augmentent-ils les inégalités et la pauvreté et menacent-ils les droits humains?

Depuis le début de l'année 2020, les inégalités se sont encore creusées, ainsi que les défaillances du système économique dominant, dont les paradis fiscaux et les abus fiscaux sont une composante majeure. Selon Oxfam 2020, alors que plus de 400 millions d'emplois (moyens de subsistance) ont été perdus, 32 des entreprises les plus rentables au monde ont réalisé 108 milliards de dollars de bénéfices en 2020, plus que toute autre année. En revanche, 10.9 milliards de dollars représentaient la valeur du travail de soins non rémunéré en 2018[7], ce chiffre aurait pu augmenter en raison de COVID 19.

- **En outre, le PIB mondial n'a augmenté que de 45 % alors qu'au cours de la même période, la croissance mondiale des bénéfices des entreprises était de 150%.**

Cela explique en partie les luttes actuelles des gouvernements du monde (en particulier dans les pays du Sud) pour remplir leurs obligations en matière de droits humains, gérer la pandémie et faire face à la crise économique, tout en opérant dans un espace budgétaire extrêmement restreint, avec une dette souveraine souvent écrasante et une augmentation inégalité.

La coopération internationale est nécessaire pour garantir que les entreprises soient taxées au lieu de rivaliser pour leur capital, ce qui pourrait éventuellement générer des revenus pour la réalisation des droits humains. La perte permanente d'énormes revenus en impôts à cause des multinationales et des entreprises qui auraient pu être utilisées à la place pour réaliser les droits humains, par exemple en fournissant des services publics, ne fera qu'exacerber les inégalités.

De manière spectaculaire, au cours de la même période, nous avons connu une augmentation exponentielle du nombre de milliardaires dans le monde. Aux États-Unis seulement, 56 personnes supplémentaires ont rejoint les rangs des personnes les plus riches[8] d'Amérique, portant le nombre total de milliardaires aux États-Unis à 659. Au cours de la même période, plus de 140 millions[9] de personnes pauvres ou à une urgence de la ruine économique vivent aux États-Unis. Une grande partie de cette richesse est cachée dans des comptes offshore non taxés. Au contraire, 115 millions de personnes dans le monde ont été plongées dans l'extrême pauvreté, comme l'a souligné la Banque Mondiale[10] au cours de la même période.

Paradis fiscaux bénéficiant de la pandémie

La pandémie de COVID-19 n'a pas seulement exposé à de nouvelles pertes de revenus à travers les paradis fiscaux, elle a également révélé que les juridictions à faible fiscalité (paradis fiscaux) sont potentiellement des sources d'instabilité fiscale et de corruption. Étonnamment, alors que la pandémie a ravagé et touché les travailleurs et les petites entreprises, elle a profité aux grandes entreprises qui réalisent d'immenses bénéfices.

Il s'agit notamment des grandes entreprises technologiques, des produits pharmaceutiques et des producteurs de biens de consommation.

Exemple:

- Facebook
- Pfizer
- Visa
- Zoom
- Amazon



Les likes de Facebook, Pfizer, Visa, Zoom et Amazon devraient tirer de gros gains de la pandémie. À lui seul, Pfizer devrait augmenter ses marges bénéficiaires de 21 % en 2020-2021. Zoom, qui a vu une augmentation sans précédent de la consommation de ses services comme conséquence directe du monde devenu « virtuel » en raison de la pandémie, n'a payé aucun impôt sur les sociétés et a réduit ses impôts sur le revenu dans le monde de 300 millions de dollars en 2020 « en utilisant une rémunération à base d'action »[11].

Plus ces sociétés/entreprises génèrent sous forme de bénéfices, plus elles donnent à leurs actionnaires et moins elles soumettent d'impôts aux gouvernements de leurs juridictions. Les actionnaires finissent par cacher leurs revenus dans des comptes offshore non taxés au lieu de réinvestir dans la sécurisation des actions et l'amélioration des conditions de travail des travailleurs.

Paradis fiscaux, atteinte aux droits humains

Les gouvernements ont besoin de ressources financières pour fournir des services essentiels à la réalisation des droits. En vertu de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les États sont tenus d'utiliser le « maximum de ressources disponibles »[12] pour réaliser les droits économiques, sociaux et culturels.

Ils peuvent générer ces revenus de plusieurs manières, mais la fiscalité est généralement la source la plus importante, la plus durable et la plus responsable[13]. Lorsque les particuliers fortunés et les multinationales évitent de payer une juste part des impôts, les pays perdent des revenus qui pourraient autrement être utilisés pour fournir des services de base, une protection sociale et d'autres investissements essentiels aux droits. Avec la dépression économique actuelle résultant de la pandémie, de nombreux gouvernements sont confrontés à des déficits budgétaires et à une réduction de l'espace budgétaire. En conséquence, le recours à l'emprunt auprès d'institutions financières internationales et privées augmente leur surendettement. Cela a amené de nombreux pays à mettre en œuvre des mesures d'austérité drastiques pour assurer le service de la dette, ce qui a un impact négatif sur les efforts de redressement[14], 85% des 107 prêts négociés entre le FMI et 85 gouvernements nationaux pour répondre aux plans de crise de Covid 19 pour entreprendre l'austérité.

En plus des coupes qui affectent l'approvisionnement de droits tels que la santé et l'éducation, les ménages les plus pauvres s'endettent pour couvrir les besoins de base tels que le logement, les médicaments et même la nourriture dans un contexte de baisse des revenus. Cet extractivisme financier[15] conduit à une plus grande précarisation de la vie des personnes qui sont poussées à accepter des conditions d'emploi précaires pour faire face à leurs dettes, et notamment la vie des femmes en raison de la féminisation croissante de la pauvreté.

Que faut-il faire pour lutter contre les paradis fiscaux?

Il y a un grand élan sur une série de propositions progressistes qui incluent :

- Amendements apportés au modèle de convention des Nations Unies sur les doubles impositions entre pays développés et pays en développement sur l'article 12B pour taxer tous les paiements, y compris les services numériques automatisés (comme Amazon), l'impôt sur les bénéfices excédentaires applicable aux géants de la technologie qui ont réalisé des bénéfices pendant la pandémie[16], les impôts sur la fortune, le monde impôt minimum entre 25 et 30 % sur les multinationales en utilisant des seuils locaux correspondant à la taille de l'économie, déclaration publique pays par pays des informations comptables et financières par les multinationales et registres publics des bénéficiaires effectifs de toutes les entités juridiques[17]. L'impôt minimum global de 15 % proposé par le G7 est un point de départ, mais il doit augmenter pour atteindre 25 à 30 %.
- Un besoin urgent de susciter de décisions politiques alignées davantage sur les droits de l'homme concernant les multinationales enregistrées ou menant des opérations via paradis fiscaux de premier plan, y compris en leur refusant l'accès aux sauvetages d'entreprises.
- Le rapport du Groupe de haut niveau sur la responsabilité financière internationale, la transparence et l'intégrité (FACTI) Le rapport du Groupe d'experts plaide pour des questions fiscales globales inclusives et légitimes au Conseil économique et social des Nations Unies afin de résoudre ces problèmes systémiques et, en fin de compte, de fournir un mécanisme juste et impartial. pour résoudre les litiges fiscaux internationaux[18].
- Des évaluations systématiques, rigoureuses et participatives sur les impacts extraterritoriaux des abus fiscaux par les juridictions des paradis fiscaux pour éclaircir les réformes et les accords de politique économique, afin de s'attaquer aux contraintes sur l'espace fiscal qui sapent les obligations des États en matière de droits humains[19].

NOTES DE BAS DE PAGE

[1] Intégrité financière pour le développement durable ; un rapport du Panel de haut niveau sur Responsabilité financière, transparence et intégrité pour la réalisation de l'agenda 2030 : FINANCIER

[INTÉGRITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE](#)

[2] Tendances mondiales de l'emploi et des perspectives sociales en 2021 ; Rapport phare de l'OIT.► [Emploi dans le monde et perspectives sociales](#)

[3] Un document de recherche sur la liste des paradis fiscaux dans plusieurs nuances; Clin d'œil aveugle ou complicité (2019) par South Centre. [Document de recherche 94](#)

[4] Déviation et évasion fiscale - l'ampleur du problème (2017) ; un document du Tax Justice Network.

<http://taxjustice.wpengine.com/wp-content/uploads/2017/11/Tax-dodging-the-scale-of-the-problem-TJN-Briefing.pdf>

[5] Document de travail du FMI (2015) : Érosion de la base d'imposition, transfert de bénéfices et pays en développement.

<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Base-Erosion-Profit-Shifting-and-De-Pays-en-développement-42973>

[6] Corporate Tax Haven Index (2021); Tax Justice Network.

<https://cthi.taxjustice.net/en/>

[7] Oxfam; time to care, unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis. Time to Care: [Unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis](#)

[8] Par Elana Dure, Investopedia (2021) 2020 a créé 56 nouveaux milliardaires aux États-Unis. <https://www.investopedia.com/2020-created-56-new-u-s-billionaires-5094234>

[9] Centre Kairos pour les religions, les droits et la justice sociale; Note d'orientation, avril 2021.

<https://kairoscenter.org/kairos-center-policy-briefing-11-the-140-million-is-a-theory-of-change/>

[10] Banque Mondiale; Covid-19 ajoutera jusqu'à 150 millions de pauvres extrêmes d'ici à 2021.

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-sur-extreme-poor-by-2021>

[11] Blog de l'Institut sur la fiscalité et la politique économique (2021); Zoom paie 0 \$ d'impôts fédéraux sur les bénéfices de la pandémie. <https://itep.org/zoom-pays-0-in-federal-income-taxes-on-pandemic-profits/>

[12] Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

<https://www.ohchr.org/documents/professionalinterest/cescr.pdf>

[13] Centre pour les droits économiques et sociaux; Récupération des droits 2020 ; l'obligation du gouvernement d'investir le maximum de ressources disponibles dans les droits de l'homme. https://www.cesr.org/sites/default/files/CESR_COVID_Brief_1.pdf

[14] Oxfam, août 2021 ; comment les demandes d'austérité du FMI augmentent les inégalités dans le monde.

<https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621210/bp-covid-loans-imf-austerity-110821-en.pdf;jsessionid=7B35821EFFF44FEFFFAA9C40ACAB4453?sequence=1>

[15] <https://rosalux-ba.org/wp-content/uploads/2019/05/lectura-feminista-deuda-PANTALLAS.pdf>

[16] Comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale; rapport sur la 21^e session. (2021) https://www.un.org/development/desa/financing/sites/www.un.org.development.desa.financing/files/2021-03/English_0.pdf

[17] Outre les entreprises, cela inclurait les fiducies, les fondations, les sociétés coopératives, les associations, les sociétés à responsabilité limitée.

[18] [FINANCIAL INTEGRITY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT](#)

[19] Centre for Economic and Social Rights (2021); Freeing Fiscal Space; A human Rights Imperative in Response to Covid-19. <https://www.cesr.org/sites/default/files/Freeing%20Fiscal%20Space.pdf>